

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de la Vendée
Arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges

Séance du mardi 14 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze du mois de novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges, dûment convoqué s'est assemblé à la maison de l'intercommunalité du Pays de Pouzauges, salle du Conseil, sous la Présidence de Madame Bérangère SOULARD, Présidente, pour la session ordinaire.

Membres en exercice : 37

Date de convocation : 08 novembre 2023

Membres présents : 26

Votants : 34

Quorum : 19

Présents : Monsieur Frédéric PORTRAIT, Madame Bérangère SOULARD, Monsieur Eric BERNARD, Madame Adeline AUBERGER, Madame Anne BIZON, Monsieur Dominique BLANCHARD, Madame Emmanuelle MOREAU, Monsieur Michel GABORIT, Monsieur Joël CHATEIGNER, Madame Michelle DEVANNE, Monsieur Jean-Claude MARCHAND, Madame Lydie AVOINE, Monsieur Alexandre GUILLOTEAU, Madame Marie-Noëlle FRADIN, Monsieur Christian PELLETIER, Madame Nicole FIORI, Monsieur Didier DOLE, Madame Sophie BENETEAU, Madame Céline REVEAU, Monsieur Franck JAUD, Madame Anne ROY, Monsieur Jean-Louis ROY, Monsieur Claude ROY, Monsieur Antoine HERITEAU, Madame Anne-Claude LUMET, Monsieur Lionel GAZEAU, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés : Monsieur Vincent LUXI, Monsieur Dominique MARTIN donne pouvoir à Monsieur Eric BERNARD, Madame Mélanie MULOWSKY donne pouvoir à Bérangère SOULARD, Madame Annie TETARD, Madame Séverine DIGUET-HERBERT donne pouvoir à Madame Anne ROY, Monsieur Patrice LABAEYE donne pouvoir à Lionel GAZEAU, Monsieur Bernard MARTINEAU donne pouvoir à Monsieur Jean-Louis ROY, Monsieur Francis TETAUD donne pouvoir à Alexandra BITEAU.

Assistaient également à la séance :

Frank BUQUEN, Directeur Général des Services - Claire BATY, Secrétaire des assemblées.

Secrétaire de séance : Madame Anne-Claude LUMET

Délibération n°CC14112316 – PROPOSITION D'ARRET DU PROJET D'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Patrimoine, et notamment les articles L.642-1 et suivants,

Vu la délibération n° CC13101503 du Conseil Communautaire en date du 13 octobre 2015 prescrivant l'élaboration de l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du Patrimoine) du Pays de Pouzauges,

Vu l'article 28 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu le décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine,

Vu la circulaire du 02 mars 2012 relative à l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine,

Vu les dispositions du code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article L103-2,

Vu le projet d'élaboration de l'AVAP, et notamment le rapport de présentation, les documents graphiques, le règlement et les annexes,

Monsieur Jean-Claude MARCHAND, vice-président en charge de l'urbanisme expose que la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges a prescrit l'élaboration d'une Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine le 13 octobre 2015.

L'AVAP est un instrument dédié à la protection et à la mise en valeur du patrimoine dans toutes ses déclinaisons et demeure une servitude d'utilité publique annexée au Plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi).

La loi du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) transforme les ZPPAUP et AVAP en Sites patrimoniaux remarquables (SPR).

Cependant, la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges, ayant engagé la procédure de la révision de la ZPPAUP en AVAP avant la promulgation de la loi LCAP, a souhaité mener cette procédure à son terme.

Comme le précise l'article 114 II de ladite loi, la procédure reste valide et continue d'être instruite selon les dispositions du Code du patrimoine antérieures (anciens articles L 642-1 à 5 et D 642-1 à 10 du Code du patrimoine).

Au terme de la procédure et une fois que l'AVAP sera créée, elle se transformera automatiquement en SPR.

Les éléments ayant conduit la Communauté de communes à décider de l'élaboration d'une AVAP sont les suivants (extraits de la délibération de prescription) :

- L'obligation réglementaire de transformer les ZPPAUP en AVAP : la Communauté de communes du Pays de Pouzauges, compte à ce jour plusieurs périmètres de protection de monuments historiques et une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager sur la commune de Pouzauges.
- L'AVAP permet de substituer aux périmètres dits de « 500m » (lors des servitudes de protection des abords des monuments historiques) et permet ainsi de proposer des périmètres cohérents avec la réalité des lieux.
- Intégrer l'AVAP dans la démarche du PLUi permet de renforcer le caractère patrimonial et sa prise en compte dans le document d'urbanisme.

Par ailleurs, il est apparu important, au cours de l'élaboration du document, de pouvoir avoir une règle :

- Cohérente (d'un bourg à l'autre sur l'ensemble du territoire),
- Pérenne (sans que les évolutions d'organisation à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine n'aient d'impact sur l'application de la règle),
- Écrite (donc connaissable à l'avance)
- Et acceptable par le plus grand nombre.

Le Patrimoine est considéré comme un bien commun du Pays de Pouzauges, support d'une identité commune.

Ainsi la spécificité de l'AVAP du Pays de Pouzauges porte sur la mise en place de périmètres sur d'autres bourgs jusqu'alors non-soumis à ZPPAUP.

En parallèle, les bourgs ou villages non-couverts in fine par l'AVAP feront l'objet de mesures de protection spécifiques dans le PLUi.

Les bourgs concernés par l'AVAP sont Pouzauges et Sèvremont (pour les communes déléguées : La Flocellière, Châtelliers-Châteaumur, la Pommeraie-sur-Sèvre).

L'AVAP est dotée d'une instance consultative dénommée « commission locale de l'AVAP » et chargée du suivi de sa conception et de sa mise en œuvre. Elle associe élus, services de l'Etat et personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine et des intérêts économiques locaux. Cette commission s'est réunie à chaque étape clé de la conception du projet AVAP. Le 06 novembre dernier, les membres de la commission locale ont émis un avis favorable sur le règlement (périmètre – règles écrites).

Le dossier du projet d'AVAP se compose :

- D'un rapport de présentation des objectifs de l'AVAP, auquel est annexé un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental,
- D'un règlement,
- D'un document graphique : un plan de protections.

La transformation de la ZPPAUP en AVAP concerne :

- La modification du périmètre actuel de la ZPPAUP,
- La définition de règles permettant la construction neuve contemporaine intégrée,
- L'intégration de la dimension environnementale dans le règlement : l'amélioration des performances énergétiques du bâti ancien, l'isolation, les énergies solaires et photovoltaïques.

De manière plus générale, le nouveau règlement se veut plus pédagogique, plus pratique avec une entrée en fonction des types de travaux (toiture, ravalement, menuiseries, etc.).

La procédure d'élaboration se poursuivra avec la consultation conjointe de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture et des personnes publiques associées puis par la réalisation d'une enquête publique.

Par ailleurs, pour permettre une coordination dans les démarches engagées, les services de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) proposent la création de périmètres délimités des abords (PDA) des monuments présents sur le territoire. Cette redéfinition des périmètres de 500m doit permettre de tenir compte des réalités de terrain (cônes de visibilité, topographie, etc.)

Pour rappel, ces PDA sont institués par l'article L 621-30 du code du patrimoine qui prévoit que le périmètre de 500 mètres « peut être modifié par l'autorité administrative, sur proposition de l'ABF après accord de la commune ou des communes intéressées et enquête publique, de façon à désigner des ensembles d'immeubles bâtis ou non qui participent de l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité ».

Après avoir entendu l'exposé,

Après un vote à mains levées,

Le Conseil de Communauté, à l'unanimité :

- DECIDE d'arrêter le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération et de le soumettre pour accord à la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA), et pour avis aux personnes publiques associées et aux organismes qui ont demandé à être consultés.
- DIT que la présente délibération et le projet d'AVAP annexé à cette dernière seront transmis au Préfet de Vendée, ainsi que la demande de présentation en CRPA, dont il se chargera de sa transmission au Préfet de Région.
- PRÉCISE que des Périmètres Délimités des Abords seront proposés prochainement au Conseil Communautaire.

Fait et délibéré, les, jour mois et an que dessus,

Certifié exécutoire,

Compte-tenu de la réception en Sous-préfecture et de son affichage

La Présidente,
Bérangère SOULARD

Le secrétaire de séance
Anne-Claude LUMET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette - 44041 Nantes Cedex) ou sur le site Télérecours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification